

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 12 SEPTEMBRE 2018**

JP/VA

**OBJET : II.3.2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – CONSULTATION - PRESTATION ENTRETIEN
LOCAUX**

L'an deux mille dix-huit, le douze du mois de septembre à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etaient excusés :

M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

**OBJET : II.3.2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – CONSULTATION
LOCAUX**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Il est proposé de lancer une consultation pour l'entretien ménager des locaux du siège à Largentière.

La consultation serait passée sous forme de procédure adaptée, pour une durée de 4 ans. Le montant prévisionnel de dépenses est de 100 000 euros H.T.

Il est proposé les critères de notation suivants :

- Prix : 60 %
- Méthodologie d'intervention et de continuité de missions, présentée à travers le mémoire technique : 40 %

Il s'agit d'une consultation avec transfert d'activité, rendant obligatoire la reprise du personnel en place (article L1224-1 du code du travail et son application aux prestations d'entretien).

Le bureau syndical est appelé à :

- **AUTORISER** le lancement de la consultation,
- **AUTORISER** le président à engager le programme, dans la limite de son économie conformément au montant indiqué, en utilisant les principes relatifs aux marchés publics établis par délibération du comité syndical du 6 juin 2016,
- **FIXER** les critères de notation selon proposition ci-dessus,
- **DONNER** délégation au président pour signer tous documents à cet effet.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL